L’Europe en déclin : Comment la dépendance, la désindustrialisation et le rééquilibrage multipolaire défont l’ordre d’après-guerre

Par Frank , 23 mai 2026

L’Europe en déclin : Comment la dépendance, la désindustrialisation et le rééquilibrage multipolaire défont l’ordre d’après-guerre



Par Frank Dumon et dédié à Audrey & Kurt Johnson de Fort Lauderdale, Floride.

L’Europe traverse le démantèlement le plus radical de son économie politique depuis 1945. Ce qui a été considéré pendant des décennies comme une politique prudente—externaliser la sécurité aux États-Unis, ancrer l’industrie à l’énergie russe bon marché, intégrer la finance dans le système du dollar, aligner la politique étrangère sur une vision atlantique—s’avère désormais être une chaîne de dépendances qui menace le continent sur tous les fronts. En raison de la guerre en Ukraine, de l’émergence de la configuration des BRICS et des changements de priorités américains, le projet européen est confronté à la tempête parfaite : désindustrialisation, fragmentation politique interne et irrelevance stratégique externe. Le cauchemar est visible dans les usines à l’arrêt à cause des prix élevés de l’énergie, dans les budgets qui ploient sous les engagements de défense, les programmes sociaux cannibalisés, et dans les cercles dirigeants prisonniers de récits qu’ils ne peuvent plus soutenir.

Pendant trois générations, l’accord transatlantique était simple. L’Europe acceptait un rôle subalterne en échange d’avantages supérieurs : protection américaine, accès et prestige. Cela fonctionnait tant que l’hégémonie américaine restait incontestée et que la menace soviétique maintenait l’alliance de l’OTAN. Ces fondations se sont désormais effondrées. Le message de la politique américaine est sans ambiguïté : les alliés sont des clients qui doivent en supporter les coûts ; les parapluies sécuritaires sont livrés avec des factures ; et la sympathie pour les dilemmes européens s’estompe.

Les dirigeants européens, qui ont externalisé la défense autonome, font face à une facture qu’ils ne peuvent payer sans briser quelque chose de vital en Europe. Le poste le plus explosif est la pression pour des dépenses militaires soutenues à des niveaux proches de la récession structurelle. La défense à 3–5 % du PIB dans les États-providence n’est pas réalisable ; elle sape les retraites, la santé, l’éducation et les investissements publics. Il n’y a pas moyen de contourner cela—politiquement ni budgétairement—sans conséquences drastiques pour la société.

L’Ukraine comme miroir : Une guerre que l’Europe possède mais ne peut diriger



La guerre en Ukraine cristallise la position du continent trop confiant. Les gouvernements européens ont présenté le conflit comme une lutte

> civilisationnelle qui se terminerait par la défaite stratégique de la Russie. Les choix politiques ont suivi le récit : 20 rounds de sanctions croissantes, pénurie d'énergie, manque de munitions et crédibilité en chute libre. Mais l'économie de guerre russe s'est adaptée ; le commerce a été redirigé via l'Asie et le Sud mondial ; la production de défense s'est accélérée ; et la capacité fiscale s'est révélée plus élastique que prévu. La Russie encaisse désormais environ un milliard de dollars par jour.

L'Europe n'a qu'une influence limitée sur la direction stratégique que choisiront les États-Unis. Si Washington évolue vers un accord consolidant les faits sur le terrain, les dirigeants européens se retrouvent les mains vides : ils ont brûlé leurs ponts avec Moscou, lié leur légitimité à la victoire totale de Kiev, et demandé à leurs populations d'endurer des privations pour une victoire qui ne vient pas. Si Washington insiste pour dire qu'il s'agit de « la guerre de l'Europe », les coûts migrent presque du jour au lendemain du partage à l'assomption des charges.

L'expansion des BRICS et de groupements connexes comme l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) signale un monde moins enclin à prendre l'ordre du dollar pour acquis, et davantage disposé à choisir des partenaires qui ne leur font pas constamment la leçon ou ne brandissent pas un doigt moralisateur. Ce changement n'abolit pas la finance et les marchés occidentaux, mais il dilue leur monopole et donne à d'autres des options qui n'existaient pas depuis cinq siècles. L'Europe, verrouillée dans des régimes de sanctions et une diplomatie fondée sur les valeurs, voit les portes se fermer dans de grandes parties de l'Afrique, de l'Amérique latine, du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud-Est.

> La froideur envers les avances européennes pour adhérer ou observer aux BRICS est éloquente. L'Europe apparaît comme un appendice de Washington, non comme un acteur autonome. Concrètement, cela signifie moins de représentation, moins d'influence sur les flux de matières premières, et un rôle décroissant dans la prochaine vague industrielle qui s'annonce : la révolution de l'IA, les usines vertes pilotées par l'IA, le recyclage d'une grande partie de la population, le traitement des minéraux critiques, la transition des fossiles vers les alternatives. La position de l'Europe se dégrade. Sa dépendance technologique augmente.

Le leadership compte dans les crises, mais le leadership ne peut inverser l'arithmétique élémentaire. Les élites européennes gémissent sous des récits vendus de bonne foi, comme la supériorité morale en Ukraine, la certitude stratégique sous le parapluie américain, la confiance dans la réindustrialisation verte. Ces récits se heurtent désormais à la réalité : une guerre longue aux résultats très incertains, un

peuple américain qui ne veut plus être le protecteur de l’Europe, et une transition verte bloquée par les permis, les réseaux électriques défaillants, les minéraux, les courbes de coûts, et 27 États membres aux besoins et capacités pas toujours alignés. La Finlande n’est pas le Portugal.

Le contrat social sous tension : Retraites contre projectiles

Lorsque les gouvernements laissent entendre qu’ils vont écrémer les indexations des retraites, retarder l’âge de la retraite, réduire les dépenses de santé ou augmenter encore les taxes sur la consommation pour financer la défense et la hausse rapide des taux d’intérêt, la fureur populaire n’est pas loin. Les Européens ont supporté l’austérité après la crise de l’euro avec la promesse de stabilité ; ils portent une transition verte avec la promesse d’un avenir meilleur et plus vivable ; ils ont accepté des conditions de guerre avec la promesse de valeurs défendues et d’une victoire obtenue. Si ces promesses échouent, la facture revient sous forme de colère via des grèves, des manifestations, des soulèvements électoraux et, plus tenace, l’érosion de la confiance civique.

Existe-t-il une issue à l’impasse ? Pas indolore, mais il existe une stratégie qui échange la fierté contre le pragmatisme.

Mais cela exige une honnêteté démocratique. Soyez clair avec les citoyens : certains services seront réduits, certaines taxes augmentées, certaines transitions ralenties ; voici le calendrier, voici les protections pour les plus vulnérables, voici à quoi pourrait ressembler le succès dans cinq à dix ans. Les électeurs punissent plus sévèrement les contes de fées que les vérités dures. Le prix de la paralysie est plus élevé que le prix de l’humilité. Chaque trimestre accumule maintenant fuite des capitaux, érosion des compétences et perte de réputation. Les marchés internationaux, contrairement aux électorats, ne pardonnent pas l’ambiguïté.

> La tragédie de l’Europe est classique : une civilisation fière qui réagit trop lentement à un inévitable changement de pouvoir qu’elle a elle-même contribué à causer. Ses succès—la paix par le droit, la prospérité par l’intégration, la dignité par l’assurance sociale—étaient réels. Ils méritent d’être défendus. Mais la défense exige désormais d’abandonner la fiction selon laquelle la boîte à outils d’hier peut résoudre les contraintes d’aujourd’hui. L’état précaire de l’Europe n’est pas seulement une crise ; c’est un jugement sur la complaisance de l’UE avec ses dirigeants non élus.

Le continent a externalisé trop et trop longtemps : aux marines américains, à l’énergie russe, aux marchés chinois, à la gravité du dollar, à la croissance de

demain. La facture est arrivée d'un coup. Payer exige des choix qui heurtent à la fois les habitudes et les lobbies. Une petite taxe sur les résidences secondaires n'apportera pas la solution.

Et nous revenons ainsi inévitablement à la Chine. Un vieux proverbe chinois dit que le chasseur habile ne court pas après le lapin, mais se positionne là où le lapin finira par courir. Et voilà qu'en deux semaines, Vladimir Poutine et Donald Trump ont chacun séparément visité Pékin. Les lapins ont couru exactement là où Xi l'attendait. Ce n'est pas un hasard. C'est de la planification. L'attraction simultanée que la Chine exerce sur Washington et Moscou – deux puissances représentant les extrémités opposées de l'ordre mondial actuel – nous dit quelque chose de fondamental sur l'endroit où se trouve désormais le véritable poids géopolitique. Pékin ne réagit plus au système international. Elle le remodèle.

La visite de Poutine en Chine avait l'apparence d'une dépendance déguisée en partenariat. La Russie n'est pas arrivée en égale, mais en quémandeuse. Le Kremlin a bien plus besoin de la Chine que Pékin n'a besoin de Moscou, et les deux parties le comprennent parfaitement, même si elles ne le disent pas à voix haute. Depuis le début de la guerre en Ukraine, la Russie a déplacé toute sa structure économique vers l'est, le gaz, le pétrole et les matières premières étant transportés vers le marché chinois à des tarifs réduits. Pékin a négocié ces tarifs avec la confiance d'un créancier, sachant que l'emprunteur n'a nulle part ailleurs où aller. Le deuxième gazoduc Power of Siberia, en négociation depuis longtemps, reflète cette dynamique : la Russie le veut désespérément, mais la Chine n'est pas pressée. La Russie conserve son prestige militaire et sa dissuasion nucléaire, mais sa marge de manœuvre géopolitique indépendante se réduit et est dictée par Pékin.

> Si la visite de Poutine a révélé la faiblesse structurelle de la Russie, celle de Trump a révélé quelque chose de peut-être encore plus frappant : la désorientation diplomatique de l'Amérique. Trump est arrivé à Pékin avec les dirigeants les plus puissants du pays dans son sillage et en est reparti les mains vides. L'image était inconfortable pour une nation qui a donné des leçons au monde sur le pouvoir et l'influence pendant des décennies. La question est désormais de savoir si les États-Unis accepteront le nouvel ordre mondial ou s'épuiseront à le combattre. Dans ce monde, l'Europe actuelle est irrelevante.

Aucune crise, que ce soit au Moyen-Orient, en Ukraine ou dans le détroit de Taïwan, ne peut être résolue sans la coopération de Pékin. Le fait que les États-Unis n'aient pas réussi à résoudre définitivement le conflit iranien, ni par la pression militaire, ni par la pression diplomatique, a été vu à Pékin comme la preuve d'une superpuissance dont le pouvoir réel décline.

Ce que Pékin a construit en silence et sans grand tapage ne concerne en réalité pas du tout Trump ou Poutine, et encore moins l’Europe. Il s’agit de la construction patiente et systématique d’une position qui rend Pékin indispensable aux marchés de l’énergie, aux producteurs d’armement, aux chaînes d’approvisionnement, à la gestion diplomatique des crises et aux ambitions d’infrastructure du Sud mondial.

> La Chine n’est pas arrivée à cette position centrale par hasard. Elle a créé cette position au fil des décennies, grâce à l’initiative Belt and Road, à la domination dans les terres rares, à l’architecture commerciale et au type de réflexion stratégique à long terme que les démocraties, avec leurs cycles électoraux, ne peuvent structurellement pas égaler.

https://youtu.be/3EfEitDQPj4